

MONTENEGRO : FICHE PAYS – FEVRIER 2026



Catégorie OCDE (2026) : 6/7
Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B+/ Ba3 / -
Change : EUR

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -35% à l'horizon 2030

FORCES

- Potentiel de développement du tourisme et des réseaux de transport
- Ressources minières (bauxite, cuivre)
- Programme de réformes favorables à la stabilisation de l'économie et au climat des affaires dans la perspective d'accèsion à l'UE

FAIBLESSES

- Diversification insuffisante, économie très dépendante du tourisme
- Dégradation des finances publiques
- Déficit courant structurel élevé
- Instabilité politique

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : la croissance du Monténégro devrait se stabiliser en 2026 (+ 3,2%), portée par les flux de touristes qui dépassent leur niveau d'avant crise Covid. L'impact positif des hausses de salaires sur la consommation est en partie compensé par le taux relativement élevé de l'inflation (4% fin 2025). La mise en œuvre des réformes nécessaires à l'accèsion à l'UE, qui pourraient favoriser la croissance, risque d'être ralentie par la situation politique (coalition fragile). A plus long terme, les contraintes démographiques pourraient peser sur les perspectives économiques du pays.
- Vulnérabilité des comptes publics : le déficit public, qui s'est creusé à -3,5% en 2025 (-2,8% en 2024) ne devrait pas se réduire à horizon 2027. Les mesures destinées à augmenter les recettes (hausse de taxes, suppression d'exemption de TVA notamment) seraient insuffisantes pour couvrir la hausse des dépenses sociales (revalorisation des retraites et des salaires) et d'investissement. La hausse attendue du ratio de dette publique, à 64% en 2026, éloigne le Monténégro de son objectif de respecter le plafond d'endettement de 60% en 2028 en vue d'intégrer l'UE.
- Vulnérabilité extérieure : le Monténégro enregistre un déficit courant structurel élevé (-18% en 2025), source de vulnérabilités. L'excédent en services relatifs au tourisme est insuffisant pour compenser le déficit commercial en biens. Les flux d'investissements directs permettent de couvrir une partie de ses besoins de financement. La dette extérieure est très élevée (142 % du PIB en 2025), mais composée majoritairement de dette privée (près des 2/3 du total), dont la progression devrait dégrader davantage le ratio, à environ 150% en 2026. L'Etat n'a pas, à ce stade de difficulté pour se financer sur les marchés, à des taux satisfaisants. Le poids de sa dette de marché l'expose toutefois aux risques de refinancement.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur bancaire est globalement sain, bien capitalisé. Les prêts non performants baissent. La réglementation du secteur a été alignée sur celle des pays de l'UE.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : un nouveau gouvernement de coalition, dirigé par le Premier ministre M. Spajic, membre du parti centriste « Europe maintenant » est à la tête du Monténégro depuis fin 2023. L'hétérogénéité des partis qui forment cette coalition la rend néanmoins fragile, faisant peser des risques d'instabilité politique et limitant les perspectives de réformes.
- Climat des affaires : les performances en matière de gouvernance sont relativement stables et plutôt meilleures que celles des pays voisins. La nouvelle équipe gouvernementale a pris des engagements de lutte contre la corruption.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : le Monténégro a un niveau de vulnérabilité modéré au changement climatique (48 sur 181 pays), mais des évènements tels que des inondations ou une sécheresse extrême, risquent d'affecter le secteur du tourisme, au cœur de l'économie. Le pays dispose d'un fort potentiel hydroélectrique.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Serbie	30,2%	Serbie	18,5%
Bosnie-Herzégovine	9,1%	Chine	10,5%
Suisse	7,8%	Allemagne	9,3%
Slovénie	7,7%	Grèce	6,2%
France (27 ^{ème})	0,4%	France (10 ^{ème})	2,6%

Source: Intratrade, CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	25,3%	Combustibles	11,59
Aluminium et ouvrages en aluminium	16,2%	Machines, engins mécaniques	7,5%
Bois	7,7%	Véhicules auto	7,5%
Produits pharmaceutiques	5,8%	Eqpts électriques	6,7%
Minerais	5,7%	Produits pharmaceutiques	5,1%

Source: Intratrade, CNUCED



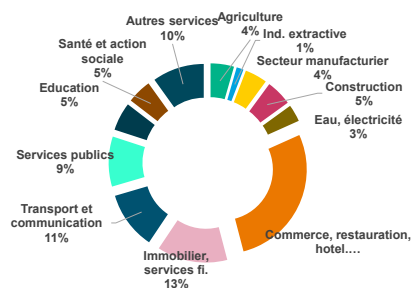
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MONTENEGRO		2022	2023	2024	2025(e)	2026(p)	2027(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)		6	8	8	9	10	11
	<i>Rang PIB mondiale</i>	148	146	145	144	144	144
Population (Mns)		0,60	0,63	0,63	0,64	0,63	0,63
	<i>Rang Population mondiale</i>	152	150	149	148	148	148
PIB / habitant (USD)		10 407	12 175	13 212	14 660	16 288	17 205
Croissance PIB (%)		7,7	6,5	3,2	3,2	3,2	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)		13,0	8,6	3,3	4,1	2,3	2,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)		23,8	26,3	35,1	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)		70,3	59,6	60,8	60,8	64,0	64,6
Solde public (% PIB)		-4,1	0,9	-2,8	-3,5	-3,5	-3,8
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		4,2	4,4	4,9	5,2	5,4	5,7
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)		-12,9%	-11,2%	-17,1%	-18,1%	-17,5%	-17,0%
IDE (% du PIB)		13,1%	6,1%	6,4%	8,2%	8,6%	8,9%
Réserves (en mois d'importation B&S)		5,0	3,4	3,5	NA	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)****		158,1%	128,2%	126,6%	142,0%	149,9%	156,8%
Dette extérieure CT (% PIB)***		21,9%	16,6%	17,0%	13,6%	NA	NA
Taux de change		0,95	0,92	0,92	0,89	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés		19,3	20,3	19,4	19,5	NA	NA
Taux de NPL		6,3	5,8	4,1	3,4	NA	NA
ROE		13,5	19,3	18,5	15,2	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)		96	92	88	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a		58	53	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		48	48	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (rapport pays nov. 2025);*Banque Mondiale;**Oxford Economics; *** Bque centrale **** Min. des Finances

a : Banque Mondiale b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Monténégro : part des secteurs dans l'activité (% valeur ajoutée, 2024)



Source : Statistical Instit. Montenegro



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Economie dominée par le tourisme

L'activité économique du Monténégro est dominée par les secteurs liés au tourisme. Le gouvernement prévoit des investissements pour augmenter l'offre dans ce secteur, en particulier élargir (vers le nord du pays) la zone géographique d'accueil des touristes. L'objectif est d'allonger la durée des séjours et de réduire la saisonnalité des flux touristiques.

Le pays dispose de ressources minières, principalement de bauxite et de cuivre. Le gouvernement prépare un nouveau cadre législatif sur l'exploration et l'exploitation visant à rendre le secteur plus attractif pour les investisseurs et conforme aux normes de l'UE. Le Monténégro pourrait bénéficier des politiques européennes privilégiant des sources d'approvisionnement plus proches (« near-shoring »).

Différents projets sont en cours de réalisation pour améliorer les réseaux de transport avec les pays voisins, en particulier routiers (notamment autoroute Bar-Boljare).

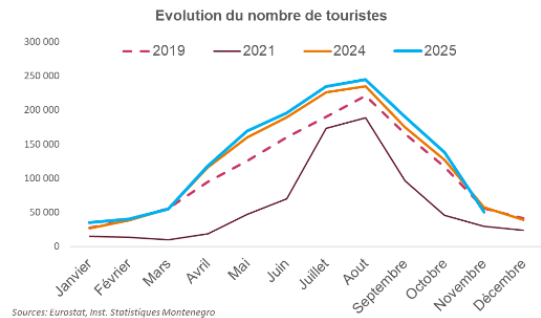
• Une croissance attendue de l'ordre de +3 % en 2026-27

Après la récession (-15%) liées à la crise Covid en 2020, le Monténégro a enregistré une croissance moyenne annuelle de +9% entre 2021 et 2023, grâce à la reprise du tourisme post crise sanitaire. La croissance s'est « normalisée » par la suite (+3,2%/an depuis 2024).

La mise en œuvre, fin 2024, du programme Europe Now 2.0 (EN2), qui comprend la baisse des cotisations de retraite, l'augmentation du salaire minimum et l'accélération des projets dans les infrastructures, a contribué à stimuler la consommation privée et les investissements en 2025. L'impact positif des mesures de l'EN2 sur la demande des ménages a toutefois été en partie compensé par des prix dynamiques. L'inflation a atteint un pic en septembre 2025 (4,9%). Elle s'est repliée par la suite (4% en décembre 2025) et cette tendance devrait se poursuivre en 2026 avec la modération des prix alimentaires et de l'énergie. L'inflation devrait cependant rester supérieure à la moyenne en zone euro (2,3% fin 2025) en raison notamment de la progression des revenus (hausse des salaires et des pensions de retraite), qui soutiennent par ailleurs la consommation privée. Les investissements devraient être favorisés par des taux d'intérêt relativement bas (cf. § politique monétaire ci-après) et les projets d'infrastructure. Les exportations devraient se redresser en 2026-2027 grâce à la réouverture de la centrale de Pljevlja permettant au pays de reprendre ses ventes d'électricité à l'étranger.

Les flux de touristes dépassent ceux observés avant la crise Covid mais la dynamique a eu tendance à se tasser

fin 2025. L'ouverture de nouvelles lignes aériennes (Wizz Air, Iberia) et l'augmentation des capacités hôtelières, prévues en 2026, devraient toutefois soutenir les flux.



Le FMI prévoit une stabilisation de l'activité à +3,2% en 2025-26, en ligne avec la commission Européenne (+3,0 et +3,1%)¹.

La perspective de l'accession à l'UE doit favoriser les réformes, en particulier en faveur de la diversification de l'économie. Mais la situation politique risque de ralentir leur mise en œuvre. Par ailleurs, à plus long terme, la croissance pourrait être ralentie par les contraintes démographiques. La population du Monténégro baisse depuis le milieu des années 2010 en lien avec un faible taux de natalité et au phénomène d'émigration, notamment de jeunes diplômés.

• Politique monétaire dépendante de la BCE

En janvier 2001, le gouvernement du Monténégro avait annoncé le remplacement du Dinar, monnaie émise par la banque centrale de Serbie, par le Deutsch Mark, comme monnaie officielle. En 2002, le pays a adopté l'EUR unilatéralement, sans négociation avec la Banque Centrale Européenne (BCE) et sans avoir à respecter les critères de Maastricht. Le pays n'a donc plus la maîtrise de sa politique monétaire ni des liquidités qui circulent dans le pays. Les taux d'intérêt au Monténégro dépendent du taux de la BCE. Celui-ci a été maintenu à 2 % en février 2026 et devrait rester inchangé selon le consensus, au moins en 2026, sauf si les pressions inflationnistes étaient de retour (dans le cas où la guerre au Moyen-Orient perdurerait, avec un impact marqué et durable sur les prix énergétiques).

• Un secteur bancaire globalement sain

Le secteur bancaire monténégrin est composé d'une dizaine d'établissements (en 2024) dont huit détenus majoritairement par des capitaux étrangers et concentrant 85% des actifs².

Le niveau de capitalisation est globalement satisfaisant, avec un ratio fonds propres / actifs pondérés de 19,5% à fin juin 2025, soit nettement supérieur au minimum réglementaire (8%).

¹ European Economic Forecast. Autumn 2025 (europa.eu)

² financial_stability_report_2024.pdf



Le taux de prêts non-performants s'est nettement amélioré à 3,4% en 2025 (5,8% en 2023). Les crédits au secteur privé ont fortement progressé (+17% en 2024) tant en faveur des entreprises que des ménages, pour lesquels les crédits sont tirés par les prêts hypothécaires.

Une nouvelle réglementation bancaire a été mise en place en 2022 en conformité avec le cadre européen, contribuant au renforcement du secteur.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Dégradation attendue des finances publiques**

Après un léger excédent en 2023 (+0,9% du PIB), **le déficit public s'est creusé (-3,5% en 2025)** en raison notamment de l'augmentation du salaire minimum³, avec un impact sur la masse salariale publique, et de la baisse des cotisations de retraite conformément au programme européen EN2.

Les dépenses devraient continuer à augmenter avec la revalorisation des pensions de retraite et des salaires de la fonction publique prévue dans le projet de budget 2026. Les investissements dans les projets d'infrastructure (en particulier transports) devraient également rester prioritaires. Les mesures fiscales annoncées devraient être insuffisantes pour réduire le déficit. **Celui-ci devrait se stabiliser en 2026 (-3,5%) et pourrait se creuser à - 3,7% en 2027.**

A plus long terme, les coûts liés au vieillissement de la population et aux effets du changements climatiques⁴ augmentent les risques de dégradation des finances publiques.

- **Dette publique un peu supérieure au plafond de 60% mais risque de surendettement modéré**

La législation fiscale du Monténégro (Law on Budget and Fiscal Responsibility) fixe un plafond de 60% pour le ratio de dette publique, conformément aux critères d'accession à l'UE. Le ratio est resté proche de ce plafond en 2025 mais le **document de stratégie d'endettement à MT** du gouvernement prévoit une **progression à 64% en 2026 et 64,6% en 2027**. Le gouvernement s'est toutefois engagé à ramener sa dette à 60% du PIB en 2028, un objectif qui semble difficile à atteindre au regard des perspectives de déficit public.

A fin septembre 2025, la dette publique était à 94% de la dette extérieure. La quasi-totalité de la dette est libellée en EUR⁵. La charge d'intérêt est modérée, autour de 5% des recettes de l'Etat. L'Etat devra toutefois faire face à un **pic de remboursement en 2027** estimé à 1,2 Md€ (dont 750 M€ au titre d'un Eurobond).

³ De 450€ à 600€ pour les travailleurs peu qualifiés et à 800 € pour les travailleurs hautement qualifiés

⁴ Compte tenu des conséquences potentielles sur le tourisme et la production hydroélectrique, l'Etat, qui a peu investi jusqu'alors devrait être contraint de redoubler d'efforts financiers selon le **FMI**

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Déficit courant structurel élevé**

Le Monténégro exporte peu de biens et enregistre un déficit commercial très élevé (de l'ordre de -40% du PIB attendu en 2025) qui conduit à une situation de déficit courant structurel.

Le pays importe des hydrocarbures et en réexporte une partie, notamment vers la Bosnie-Herzégovine, la Slovénie et la Serbie. Le Monténégro vend également à l'étranger des produits manufacturés à partir de métaux non ferreux (essentiellement d'aluminium) et de l'électricité. A ce titre, les ventes à l'étranger ont souffert en 2025 d'une faible hydrométrie qui a limité la production des centrales hydroélectriques et surtout de la fermeture pendant plusieurs mois, pour travaux, d'une centrale à charbon (Pljevlja TPP). Les volumes exportés d'électricité devraient se redresser en 2026.

Le Montenegro est très peu exposé directement aux droits de douane américains (y compris les taxes de 50% sur l'aluminium), les Etats-Unis pesant moins de 1% de ses exportations. Mais les importants besoins en biens d'équipement du pays contribueront à creuser le déficit commercial. Les revenus provenant des services liés au tourisme permettent au pays de dégager un solde positif de la balance des services (18,9% du PIB attendu en 2025), insuffisant cependant pour compenser le déficit commercial en biens.

Le déficit courant devrait rester élevé, de l'ordre de - 17% du PIB en 2026-27.

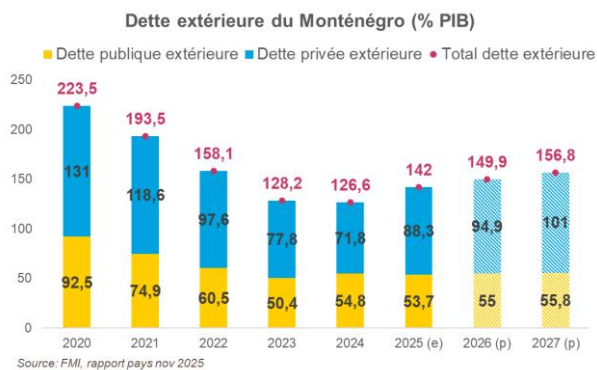
Le Monténégro attire d'importants flux d'investissements directs (IDE, de l'ordre de 8% du PIB), en particulier dans le secteur immobilier. Les investisseurs étrangers sont principalement turcs (15% des flux nets à fin 2025), serbes (14%), allemands ou américains (7%). La France était à l'origine de 1% des flux en 2025. Les réformes mises en œuvre dans le cadre de la procédure d'accession à l'UE devraient continuer à favoriser les entrées de capitaux. Le pays doit cependant recourir à l'emprunt pour couvrir ses besoins de financements.

- **Dette extérieure très élevée**

Le ratio d'endettement extérieur s'est progressivement amélioré après le pic de plus de 223% atteint en 2020, tout en restant très élevé (127% en 2024). La dette extérieure est composée majoritairement (à près des deux-tiers) de **dette privée**, dont la progression devrait provoquer une nouvelle dégradation du ratio.

La dette publique extérieure devrait en revanche se stabiliser autour de 55% du PIB en 2026-27.

⁵ Source Min des Finances. Rapport trimestriel sur la dette publique



Environ 15% du stock de dette extérieure publique est lié au financement du projet autoroutier de Bar-Boljare auprès d'une banque chinoise (China Eximbank).

Le gouvernement du Monténégro se finance également sur les marchés par l'émission d'Eurobonds. En mars 2025, il a levé 850 M\$ (échéance 2032, au taux de 5,1%). Le taux de rendement de ces titres s'établissait à 4,4% début 2026. D'autres émissions devraient intervenir en 2026 et 2027 pour refinancer l'Eurobond (750 M\$) venant à échéance en décembre 2027.

Le pays bénéficie d'un appui financier des institutions internationales (Banque Mondiale, BERD ou BEI) et reçoit des fonds européens, en particulier au titre du Plan de croissance pour les Balkans occidentaux 2021-2027.

Le risque de surendettement extérieur public est modéré mais nécessite une surveillance. Compte tenu du poids de la dette extérieure, composée essentiellement de dette de marché, l'Etat est exposé aux risques de refinancement, notamment de hausse des taux.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Une coalition fragile à la tête du pays**

En avril 2023, J. Milatovic (36 ans) a remporté les élections présidentielles face à M. Djukanovic qui dominait la scène politique du pays depuis 1991 et avait obtenu l'indépendance du Monténégro vis-à-vis de la Serbie en 2006.

Depuis octobre 2023, le Premier ministre Milojko Spajic, membre du parti centriste « Europe maintenant » (PES) dirige un gouvernement de coalition, remanié en juillet 2024. Dirigée par la PES, qui détient moins de 25 des sièges à l'Assemblée, cette coalition est fragilisée par la forte hétérogénéité des partis qui la composent. Les prochaines élections législatives sont prévues en 2027 et les présidentielles en 2028. Les tensions politiques, potentiellement sources d'instabilité pour le pays, devraient rester fortes d'ici là.

Malgré un paysage politique complexe, divisé entre les partis pro-européens et les partis pro-russes, le pays reste engagé dans un processus d'adhésion à l'UE lancé en 2012. Sur les 33 chapitres de négociation

ouverts avec l'UE, 12 étaient fermés fin 2025. L'objectif des Autorités monténégrines de clore l'ensemble des chapitres fin 2026 pour une accession en 2028 est ambitieux mais reste atteignable, sous réserve du maintien du rythme des réformes malgré les divergences de vues entre les différents partis.

- **Des progrès restent à réaliser en matière de gouvernance**

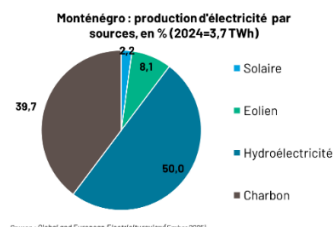
Les performances en matière de gouvernance sont relativement stables et plutôt meilleures que celles des pays de la région (Serbie, Bosnie- Herzégovine, Kosovo, Albanie). La Banque mondiale et l'UE collaborent au Monténégro avec le programme BEST⁶ lancé en février 2024 pour améliorer l'efficacité du secteur public et renforcer les capacités institutionnelles, en vue de l'adhésion à l'UE. Le Monténégro se classe au 65^{ème} rang (sur 180) de l'indice de perception de la corruption de Transparency International 2024, soit mieux positionné que ses voisins⁷. Le rapport de la Commission européenne de novembre 2023 pointait des défaillances dans ce domaine. Le gouvernement a lancé une Stratégie de lutte contre la corruption 2024-2028.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Monténégro est faiblement exposé aux risques climatiques, au 48^{ème} rang (sur 181 pays) selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain. Toutefois, certains événements climatiques (par exemple vague de chaleur, inondations...) pourraient entraîner des conséquences importantes sur le secteur touristique notamment, au cœur de l'activité du pays. Par ailleurs, des épisodes de sécheresse réduiraient la production d'énergie hydro électrique qui pèse pour environ la moitié de la production d'électricité.

Le Monténégro s'est engagé en 2021 à réduire de 35% ses émissions de GES à l'horizon 2030 par rapport à leur niveau de 1990. Le gouvernement a publié en juin 2025 sa « **Stratégie d'adaptation au changement climatique 2025-2030** ».

Malgré le potentiel hydroélectrique du pays, 40% de la production d'électricité provient du charbon.



Le gouvernement a lancé un programme (EPCG) de développement d'énergies renouvelables, de sécurité énergétique et de transition écologique. Plusieurs nouveaux projets ont été annoncés, notamment éoliens (Gvozd wind park, mise en service prévue en 2026) et l'extension des capacités hydroélectriques (centrale de Perucica). Le pays bénéficie d'une aide européenne en faveur de la transition énergétique.

⁶ Building an Effective, Sustainable, and Transformational

⁷ Serbie 105^e, Bosnie Herzégovine 114^e, Kosovo 73^e, Albanie 80^e



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.